

# Où en est la plainte des LR contre Collomb pour détournement de fonds publics au bénéfice de En Marche ?

écrit par Christine Tasin | 10 février 2019



Ce sont les Républicains qui sont montés à l'assaut... 2 ans après les faits. Ils ont porté plainte en juin 2018, soupçonnant En Marche de détournement de fonds pour la campagne de Macron avec l'aide de Collomb

[https://www.lepoint.fr/politique/financement-de-la-campagne-de-macron-des-elus-lr-lyonnais-portent-plainte-21-06-2018-2229353\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/financement-de-la-campagne-de-macron-des-elus-lr-lyonnais-portent-plainte-21-06-2018-2229353_20.php)

<https://www.leprogres.fr/rhone-69/2018/06/19/campagne-d-emmanuel-macron-les-republicains-annoncent-avoir-depose-plainte>

Depuis, pas de nouvelles...

Je me demande, accessoirement, si la révélation des soupçons et de l'utilisation par Collomb de moyens publics au service de Macron n'aurait pas joué un petit rôle dans sa démission...

Peu importe. Ce qui compte c'est ce scandale qui est révélé...

Comment peut-on détourner des fonds de la Métropole de Lyon pour financer une campagne ?

Comment peut-on tout simplement détourner des fonds publics et que cela n'apparaisse que des années après ?

Comment peut-on imputer à la Métropole de Lyon l'utilisation d'un appartement de Paris ?

Comment un Maire, un Président de Métropole... peuvent-ils utiliser le personnel payé par la collectivité pour aider à la campagne d'un candidat ?

Si on comprend bien l'article de Sputnik ci-dessous, on se dit que, si les accusations de LR sont fondées, il n'y a qu'une personne, à l'époque Maire de Lyon et Président de la Grande Métropole et devenu ensuite Ministre de l'Intérieur qui ait pu aider, dès 2016, Macron, avec les moyens publics...

D'ailleurs les liens étroits entre Collomb et En Marche apparaissent clairement dans l'article de Lyon-Mag datant de juin 2018. Collomb aurait au moins mis à disposition de En Marche et du candidat Macron le personnel ( et plus si affinité ? ) de la Métropole...

Extraits

[...]

*"Il faut faire toute la lumière sur le financement de cette campagne présidentielle. Nous nous intéressons seulement aux financements de Lyon", promet Stéphane Guillard, qui rappelle que la réception à l'Hôtel de Ville pour Emmanuel Macron le 2 juin 2016 garde son lot de secrets. Et notamment la liste des invités que la mairie refuse de communiquer.*

*"Pour le meeting du candidat En Marche au Palais des Sports, c'est le cabinet de Gérard Collomb qui demande l'arrêté de voirie", poursuit le conseiller municipal LR.*

*"Concernant la Plateforme (la péniche lyonnaise louée pour une somme dérisoire pour une soirée En Marche en septembre 2016 ndlr), la responsable commerciale Caroline*

Hawkins affirme que *c'est quelqu'un de la Métropole qui a passé la commande*". D'ailleurs, la facture avait d'abord été envoyée à la collectivité avant d'être reroutée vers le mouvement d'Emmanuel Macron.

[...]

Enfin, un dernier événement attire la curiosité des élus. La rencontre entre Emmanuel Macron et Alain Juppé en mai dernier dans les bureaux parisiens de la communauté urbaine de Lyon. *"Est-ce normal que ces locaux soient utilisés lors d'une campagne"* se demande Stéphane Guillard. *"Des précisions ont là encore été demandées mais nous n'avons pas eu de réponse"* assure le chef de file LR à Lyon. De plus, cette rencontre très médiatisée à l'époque, *"n'apparaît pas dans les comptes de campagne"* selon le maire de Caluire.

[...]

*"On a beaucoup d'éléments mis bout à bout et nous voulons des réponses"*, soupire Stéphane Guillard, qui regrette que le contrôle des comptes de campagne n'ait pas abouti sur une enquête plus approfondie. *"La Chambre régionale des comptes avait été contactée mais elle contrôle tous les 3 ou 4 ans"*, indique aussi l'élus du 8<sup>e</sup> arrondissement.

L'ancien député du Rhône Philippe Cochet est lui revenu sur la soirée des parlementaires LREM lundi soir, sur la Plateforme. *"Le lieu du crime"*, comme l'a appelé le maire de Caluire.

*"Gérard Colomb avait dit à Emmanuel Macron : 'je vais donner un coup de main'. Mais il l'a aidé avec des choses qui ne lui appartiennent pas"*, conclut-il.

[...]

<https://www.lyonmag.com/article/95858/metropole-de-lyon-au-service-de-macron-les-republicains-saisissent-le-procureur>

On ne va pas juste crier "tous pourris"... on se pose juste la question des Comptes de campagne de Macron. Et on aimerait connaître la suite de la plainte déposée par LR... J'ai peut-être mal cherché mais je ne trouve rien. Le procureur, débordé, n'a pas eu le temps de s'en occuper ? La plainte

aurait été classée ?

Il est vrai que, sans parti politique, sans infrastructures, pour faire la campagne qu'a faite Macron, il fallait beaucoup "d'amis."...

Les LR lyonnais ont annoncé soupçonner En Marche! de détournement de fonds de la Métropole de Lyon en faveur de la campagne d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle. Voulant «des réponses» à cet égard, les élus de Lyon ont déposé une plainte contre X, selon Stéphane Guillard, chef de file du groupe LR.

Les Républicains (LR) de Lyon ont dit soupçonner En Marche! d'avoir utilisé des fonds de la ville et de la métropole pour la campagne d'[Emmanuel Macron](#) lors de la présidentielle française, selon le journal régional [Le Progrès](#).

Toujours d'après la même source, le détournement de fonds aurait été fait par le biais de l'éventuelle utilisation d'un appartement de Paris, de moyens publics (par exemple, une réception à l'Hôtel de Ville de Lyon en juin 2016), ainsi que du personnel de la ville et de la métropole.

Selon [Lyon Mag](#), il s'agirait également du meeting du candidat En Marche! au palais des sports ou encore de la soirée En Marche! qui s'est tenue sur une péniche lyonnaise en septembre 2016.

*«On a beaucoup d'éléments mis bout à bout et nous voulons des réponses»*, souligne Stéphane Guillard, conseiller métropolitain et chef de file du groupe Les Républicains au conseil municipal de Lyon, dans une interview accordée à Lyon Mag.

C'est pour cette raison que les élus de Lyon déposent une plainte contre X auprès du procureur de la République de Lyon,

selon Le Progrès.

*«On veut savoir si les règles du jeu ont été respectées ou pas»*, a-t-il expliqué au journal Le Progrès.

<https://fr.sputniknews.com/france/201806191036869575-lr-lyonnais-en-marche-plainte/>